

France-Libye Le « Guide » libyen a été reçu deux fois à l'Elysée, en l'absence de l'équipe du Quai d'Orsay

Sarkozy et Kadhafi concluent « une dizaine de milliards d'euros de contrats »

Le premier jour de la visite de Mouammar Kadhafi à Paris, lundi 10 décembre, a été marqué par la signature d'une série de contrats et d'accords de coopération centrés sur l'armement, l'aéronautique, et le nucléaire civil, dont le montant global atteint, selon l'Elysée, 10 milliards d'euros.

Après avoir, s'exprimant devant la presse à l'issue de son entretien avec le « Guide » libyen, Nicolas Sarkozy s'était attaché, pour la deuxième fois en trois jours, à justifier l'invitation faite au dirigeant libyen de se rendre en France. « Il faut encourager ceux qui tournent le dos au terrorisme. Il faut encourager ceux qui tournent le dos à la possession de l'arme nucléaire », a-t-il expliqué. M. Sarkozy a aussi affirmé avoir dit à son interlocuteur « combien il faut continuer à progresser sur le chemin des droits de l'homme dans tous ses aspects, tout ce qu'il restait à faire ».

Mouammar Kadhafi n'a pas failli à sa réputation. Pour sa première visite à l'Elysée depuis 1973, il est arrivé en retard, dépassé dans une sorte de toge sombre, la tête couverte d'une toque noire, à bord d'une longue Mercedes blanche. Il avait été accueilli à l'aéroport par la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie.

M. Kadhafi a eu un entretien d'une heure avec le président français, avant d'être convié à un dîner à l'Elysée en compagnie de M. Sarkozy, d'une demi-douzaine de membres du gouvernement et de nombreux industriels. Le ministre français des

« Il faut encourager ceux qui tournent le dos au terrorisme »

« Le fait d'encourager ceux qui tournent le dos au terrorisme »

Nicolas Sarkozy

« Je vois aussi que la Libye est un pays où le chômage n'existe pas et où les études sont gratuites » et les soins médicaux « à la portée de tous ». A l'issue du dîner, il y eut la cérémonie des contrats et conventions, en présence des deux chefs d'Etat et de chefs d'entreprises. « Je vois signer une dizaine de milliards de contrats », avait annoncé M. Sarkozy.

Un « *mémorandum d'intentions* » a été signé pour la fourniture de matériels militaires. Tripoli s'engageant à une « *note exclusive* » avec Paris. Une date limite, mi-2008, a été fixée pour la négociation des contrats commerciaux. La liste annoncée par l'Elysée comprend « *14 avions Rafale, 35 hélicoptères dont des Tigre et des Fenice, six navires, des véhicules blindés, des radars de défense anti-aérienne, et la remise*

Contrats gaziers pour Gazprom, Shell, la Sonatrach et PGNIG

La Libye a attribué, dimanche 9 décembre, quatre périmètres d'exploration gazière à Shell, Gazprom, Sonatrach et PGNIG Oil & Gas Company (PGNIG), à la suite d'un appel d'offres, dans un contexte de concurrence exacerbée, marqué par le retour de ce pays sur la scène internationale.

Les résultats ont été annoncés lors d'une cérémonie publique dans un hôtel de Tripoli, en présence de responsables de compagnies pétrolières, de diplomates et de journalistes.

Gaz de France et Total-Sonatrach, qui étaient en compétition, n'ont pas remporté de contrat. Gaz de France, qui importe une grande quantité de son gaz de Libye, « souhaite mettre un pied » dans ce pays, avait indiqué, plus tôt, un responsable de la compagnie, ajoutant : « La Libye nous intéresse au plus haut point et nous souhaitons y travailler. »

Lancé en juillet, cet appel d'offres est le quatrième pour l'exploration d'hydrocarbures en Libye, mais le premier portant sur le gaz naturel. - (AFP.)

Rama Yade rappelée à l'ordre à l'Elysée, félicitée par l'opposition

« M^{me} YADE a exprimé une sensibilité, mais pas la voix de la France. » En une phrase, lundi soir 11 décembre, sur France 2, le secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, a fermé le ban de la politique née des propos tenus dans *Le Parisien* par la secrétaire d'Etat française aux droits de l'homme. « Les droits de l'homme, ce n'est pas une sensibilité, ce devrait être la voix de la France », lui a répondu le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, mardi sur RTL.

Rama Yade avait été jugée « *indécrite* » la venue en France, coincé dans un hôtel mondialement des droits de l'homme, du colonel Kadhafi, si « *cette visite se résume à la signature de contrats ou d'un chèque en blanc* ». « La France n'est pas qu'une balance commerciale », avait-elle insisté. Elle avait aussi certé condamnation de critiques à peine voilées mettant en cause Nicolas Sarkozy. A propos des félicitations adressées à Vladimir Poutine après son succès électoral en Russie : « *Ce coup de fil à Poutine n'avait pas besoin d'être châturé.* » Sur le voyage en

Chine, dont la secrétaire d'Etat avait été écartée : « *Il ne faut pas que Nicolas Sarkozy tourne le dos à la diplomatie des valeurs.* » La limite était franchie. Autorisée à s'exprimer dans la presse pour désamarrer les critiques que ne manquait pas de susciter la réception en grand pompe du chef de l'Etat libyen, M^{me} Yade est allée trop loin.

Le rappel à l'ordre n'a pas tardé. Convocée dans la matinée à l'Elysée, elle essuie du chef de l'Etat lui-même une sévère remontrance. Puis elle centre le premier une déclaration diffusée sur Europe 1, dans laquelle elle tient des propos plus nuancés : « *Je le redis : il est normal qu'on parle à tout le monde, c'est même un devoir de parler en priorité à ceux à qui on demande des efforts en matière de droits de l'homme, affirme la secrétaire d'Etat. Je dis et je redis que le Kadhafi d'aujourd'hui n'est pas le même que celui d'avant. Je fais et je redis que je ne suis pas hostile au principe de cette visite.* »

La leçon a porté. En dehors des déclarations de M. Guéant, seul habitué à s'ex-



Le président de la République française, Nicolas Sarkozy, a reçu à l'Elysée le « Guide » de la Jamahiriya libyenne, Mouammar Kadhafi, lundi 10 décembre, pour sa première visite en France depuis 1973. AURELE AUDREAU/LE PARISIEN, MAURPPP

Libye ont signé un « *mémorandum* » prévoyant que des négociations techniques et commerciales vont s'engager avec Dassault. La France va par ailleurs remettre en état de vol 17 Mirage F-1 datant des années 1970, qui sont classés au sol faute de pièces détachées et de maintenance, les hélicoptères qui pourraient être fournis à la Libye sont des hélicoptères d'attaque Tigre, l'hélicoptère de transport Cougar EC-725 et des hélicoptères légers Ecane. Tripoli souhaite aussi se procurer six avions militaires et des véhicules blindés, six véhicules de mètres et des patrouilleurs de 40 mètres.

S'agissant du nucléaire, la France et la Libye ont signé un « *mémorandum* » prévoyant que des négociations techniques et commerciales vont s'engager avec Dassault. La France va par ailleurs remettre en état de vol 17 Mirage F-1 datant des années 1970, qui sont classés au sol faute de pièces détachées et de maintenance, les hélicoptères qui pourraient être fournis à la Libye sont des hélicoptères d'attaque Tigre, l'hélicoptère de transport Cougar EC-725 et des hélicoptères légers Ecane. Tripoli souhaite aussi se procurer six avions militaires et des véhicules blindés, six véhicules de mètres et des patrouilleurs de 40 mètres.

S'agissant du nucléaire, la France et la Libye ont signé un « *mémorandum* » prévoyant que des négociations techniques et commerciales vont s'engager avec Dassault. La France va par ailleurs remettre en état de vol 17 Mirage F-1 datant des années 1970, qui sont classés au sol faute de pièces détachées et de maintenance, les hélicoptères qui pourraient être fournis à la Libye sont des hélicoptères d'attaque Tigre, l'hélicoptère de transport Cougar EC-725 et des hélicoptères légers Ecane. Tripoli souhaite aussi se procurer six avions militaires et des véhicules blindés, six véhicules de mètres et des patrouilleurs de 40 mètres.

Malaise dans la majorité

Le malaise que provoque la venue de M. Kadhafi en France n'épargne pas les rangs de la majorité. Alors que le dirigeant libyen devait être reçu, mardi, par Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale, puis devant rencontrer les responsables parlementaires dans la salle des fêtes de l'Hôtel de Lassay, le président du groupe UMP, Jean-François Copé, s'est dit, lundi sur RTL, « *pas certain* » d'y assister.

Membre de la commission d'enquête parlementaire sur la libération des indr-

Israël DROITS DE L'HOMME

Les Arabes israéliens sont confrontés à un racisme croissant

JERUSALEM CORRESPONDANT

Le racisme entre juifs et Arabes d'Israël n'a jamais été aussi fort, dénonce l'Association pour les droits de l'homme en Israël (ACRI), dans son rapport annuel. Publié samedi 8 décembre, ce rapport de 70 pages estime que les incidents racistes envers les Arabes ont augmenté de 26 % en 2006. « Nous sommes une société qui vit dans un régime démocratique mais dont les institutions sont minées et dans laquelle les résidents ont un statut différent », indique Sami Michael, le président de l'ACRI, qui note l'accroissement des remarques racistes, des politiques discriminatoires et des violences policières.

S'appuyant sur les études de différents organismes indépendants, l'ACRI souligne que 55 % des juifs souhaitent voir l'Etat encourager le départ des Ara-

bes d'Israël tandis que 78 % sont hostiles à l'intégration des partis politiques arabes au sein du gouvernement. Pour évaluer son constat, l'ACRI cite plusieurs chiffres : 50 % des juifs sont inquiets en entendant parler arabe dans la rue, 31 % en éprouvent de la haine et 30 % de l'hostilité, alors qu'ils n'étaient que 17,5 % en 2005.

Les trois quarts des juifs interrogés ne voudraient pas vivre dans le même immeuble que des Arabes, 61 % ne souhaitent pas que des Arabes pénètrent chez eux et 55 % pensent que juifs et Arabes devraient avoir des lieux de divertissement séparés. Parmi les étudiants, 69 % estiment que les Arabes ne sont pas corrects et 75 % qu'ils ne sont pas « *cultivés, éduqués et propres* ».

Selon l'ACRI, ces attitudes à l'égard de la population arabe (20 % des Israéliens,

soit 1,3 million d'habitants) se traduisent par une politique discriminatoire à la Knesset (Parlement, sous forme de textes de loi voulant interdire aux non-juifs l'achat de terres, ou le droit de vote aux citoyens qui n'accomplissent pas leur service militaire, ce qui est le cas des Arabes mais aussi des religieux juifs orthodoxes. Pour Mohammed Barakob, député arabe du parti Hadash, ce constat n'est pas une surprise. « *C'est la conséquence naturelle d'une campagne raciste conduite par les dirigeants politiques et militaires ainsi que le résultat de politiques racistes anti-arabes mises en place par les gouvernements successifs* », affirme-t-il. « Le racisme est devenu la norme de la société israélienne », déplore encore le député Ahmed Tibi.

Les parlementaires arabes dénoncent continuellement le comportement discrimi-